

PLATE-FORME

CONTRE LE PROJET DE CHASSE AUX CHÔMEURS ET POUR LA CRÉATION DE VRAIS EMPLOIS POUR TOUS

Créer 200.000 emplois ... ou exclure 200.000 chômeurs ?

Lors de sa formation, le Gouvernement Verhofstadt-Onkelinx bis a promis la création de 200.000 emplois. Aujourd'hui, à défaut d'en avoir créé un seul, le Gouvernement propose de mettre en place un « contrôle renforcé des chômeurs ». Après 15 à 21 mois, le chômeur (sauf les ALE, les temps partiels et, jusqu'en 2007, les plus de 50 ans) serait convoqué par l'ONEM pour un premier entretien. Dès ce moment il serait tenu d'apporter la preuve qu'il fournit sans cesse « *suffisamment d'efforts pour trouver un emploi* ». Si au terme de la procédure « *l'ONEM estime qu'il n'a pas fourni assez d'efforts [...] il s'ensuivra une privation totale du droit aux allocations* »¹. Le pointage, qui serait supprimé d'ici la fin 2004, serait remplacé par un mécanisme de contrôle personnalisé des chômeurs.

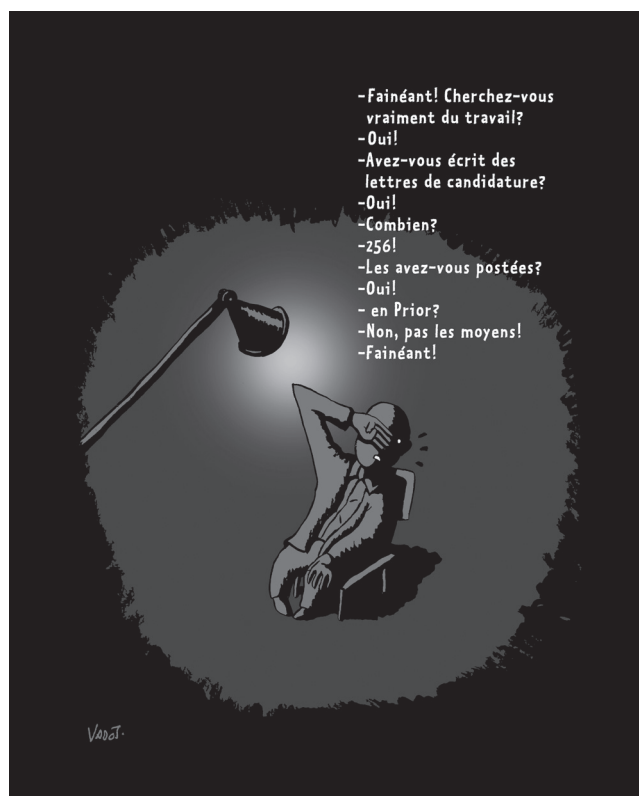
Ce projet doit être dénoncé : créer 200.000 emplois, ce n'est pas exclure 200.000 chômeurs ! Le taux de chômage atteint aujourd'hui de nouveaux sommets. Il n'y a qu'une offre d'emploi pour 16 demandeurs en Belgique et 1 pour 32 demandeurs en Wallonie !

Exclure les chômeurs pour baisser les salaires ?

La réglementation actuelle prévoit déjà de lourdes sanctions (1 à 52 semaines sans toucher d'allocations de chômage) pour les chômeurs qui refusent un emploi ou une formation. Pour vérifier la disponibilité des chômeurs sur le marché du travail, il n'est donc pas nécessaire d'ajouter de nouvelles dispositions.

Le but véritable du projet est de faire pression sur les chômeurs, de les culpabiliser et de les persuader qu'ils sont responsables de leur chômage. Si jusqu'ici les employeurs sont obligés d'offrir des conditions de travail au minimum attractives par rapport à l'indemnité de chômage, le projet de « chasse aux chômeurs » mettrait les travailleurs en concurrence avec une nouvelle armée de sans-droits.

La menace d'exclusion aura pour conséquence d'en-core dégrader les conditions de travail : les chômeurs seront contraints d'accepter n'importe quel emploi, toujours plus précaire (intérim, temps partiel) pour un salaire toujours plus bas et avec de moins en moins de protection sociale (faux indépendants etc.). Loin de créer des emplois de qualité, le Gouvernement crée un grand marché de l'emploi dérégulé, conformément au projet de l'Union Européenne ultra-libérale qu'il soutient et qui se construit au fil des ans. Il s'agit finalement de remettre en cause tous nos droits sociaux en s'y attaquant tranche par tranche : hier aux minimexés, aujourd'hui aux chômeurs, demain aux (pré)pensionnés puis à l'ensemble des salariés...



C'EST L'EMPLOI QUI EST INDISPONIBLE, PAS LES CHÔMEURS !

plus d'infos sur www.stopchasseauxchomeurs.be

(1) Cf. textes sur le site : www.vandenbroucke.com à la rubrique : Thèmes – Chômeurs : meilleur suivi.